



Coronavirus : un couvre-feu à l'étude dans les métropoles en alerte maximale

Jean Castex s'entretiendra mardi soir avec les principaux ministres concernés par la crise, quelques heures après un Conseil de défense sanitaire à l'Élysée. Quant à Emmanuel Macron, il s'exprimera mercredi soir sur TF1 et France 2.

Par Arthur Berdah



Jean Castex à Matignon, le 28 septembre 2020. ALAIN JOCARD / AFP

L'exécutif se remet en mode gestion de crise. Face à l'inquiétante dégradation de la situation épidémique, Emmanuel Macron et Jean Castex ont décidé de passer à la vitesse supérieure cette semaine. Après avoir reconnu l'existence d'une «deuxième vague forte» dans le pays - par la voix du premier ministre -, le président de la République a décidé d'organiser un Conseil de défense sanitaire à l'Élysée, ce mardi matin. L'occasion de faire un point sur la propagation du Covid-19 sur le territoire, et de réfléchir à un éventuel durcissement des mesures visant à lutter contre le virus.

Dans la foulée de ce rendez-vous, le chef du gouvernement recevra une dizaine de ministres à Matignon, où ils sont convoqués à 20 heures. Autour de la table se trouveront notamment Olivier Véran (Santé), Bruno Le Maire (Économie), Jean-Michel Blanquer (Éducation), Gérald Darmanin (Intérieur), Élisabeth Borne (Travail), Jacqueline Gourault (Cohésion des territoires), Frédérique Vidal (Enseignement supérieur), Jean-Baptiste Djebbari (Transports), Amélie de Montchalin (Transformation et fonction publiques), et Gabriel Attal (porte-parole).

«Des mesures supplémentaires» si la situation se confirme

«Je n'ai jamais connu ce format de réunion là. C'est assez nouveau», reconnaît-on de source gouvernementale. Preuve que l'heure est grave ? «Pour l'instant, impossible de s'avancer sur quoi que ce soit», esquivent-t-on toutefois. «Ce type de réunion a vocation à se répéter», affirme un ministre. Jean Castex veut améliorer la coordination interministérielle et donc informer les ministres qui ne participent pas forcément au Conseil de défense des éventuelles décisions à venir. Une réunion de travail était aussi prévue à Matignon lundi soir, toujours sur la situation sanitaire.

À VOIR AUSSI - Gabriel Attal: «Il faudra prendre des mesures supplémentaires» si la situation actuelle se confirme

Au sommet de l'État, tout le monde reste suspendu à l'intervention télévisée d'Emmanuel Macron, prévue mercredi soir sur TF1 et France 2. À l'approche des vacances de la Toussaint, le président pourrait évoquer «l'état d'urgence sanitaire», qui ouvre la possibilité - y compris localement - à des restrictions de rassemblement et de circulation. Toutes les options sont étudiées. Selon nos

informations, on évoque aussi la possibilité d'étendre le modèle mis en place en Guyane dans certaines métropoles en alerte maximale, ce qui permettrait notamment d'instaurer un couvre-feu à partir de 23 heures.

Invité de RTL ce lundi soir, le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, a indiqué qu'*«il faudra prendre des mesures supplémentaires si la situation que nous constatons (...) se confirme et s'accélère encore»*. Pour justifier cette menace, le secrétaire d'État a souligné que *«le taux d'incidence du virus - c'est-à-dire le nombre de personnes contaminées pour 100.000 habitants - a augmenté, en 15 jours, de 50%»* sur le territoire, et en particulier à Paris et en Île-de-France. *«Il n'est pas prévu de limiter les déplacements»* à ce stade, mais *«on ne peut jamais rien exclure par principe»*, a-t-il conclu.